

**Fonds de la fonderie Baudin à Toulouse-le-Château et Sellières, et de la famille Monnier, avec documents sur les forges de Syam, Bourg-de-Sirod (Jura) et Rochejean (Doubs).**

*Archives départementales du Jura.*

Extrait de la notice mise en ligne

<http://archives39.fr/ark:/36595/a011423564242rFqHum>

Cote : 110J

Date : 1686-1961

**Biographie ou histoire institutionnelle**

Avant de devenir un site industriel majeur du département du Jura, Baudin, un hameau de Toulouse-le-Château proche de Sellière, à 15 km environ de Lons-le-Saunier, abrita d'abord un moulin à grain dont la présence serait attestée dans les archives du château d'Arlay dès 1415. Jacques-François Menault de Bontemps en était le propriétaire tandis que le sieur Jeannin en était l'exploitant à la fin de l'Ancien Régime. La Révolution survint. Bontemps fut alors dessaisi de ses biens au profit de la Nation au titre des lois sur les émigrés<sup>[1]</sup>. Claude-Joseph Morel et Claude Jobez se portèrent acquéreurs de ce bien national le 12 germinal an II. Ces derniers étaient déjà associés dans la gestion des forges de Bourg-de-Sirod, et aussi du haut-fourneau de Frontenay, dont ils s'étaient également portés acquéreurs sur le marquis de Montrichard<sup>[2]</sup>, seigneur de Frontenay, également émigré. Ils obtinrent du Comité de salut public la translation du fourneau de Frontenay au moulin de Baudin, par décision du 18 messidor an II. La construction du fourneau sur le site de Baudin put alors débiter.

L'usine commença à prospérer grâce aux commandes des administrateurs révolutionnaires qui devaient équiper urgemment d'armes et d'obus Garde nationale et armée. Claude-Joseph Morel décéda à Bourg-de-Sirod, le 4 mai 1797. Peu de temps auparavant, celui-ci avait anticipé sa succession en dissolvant son association avec Claude Jobez au profit de sa sœur Marie-Amable. Ces derniers gérèrent alors ensemble les forges de Bourg-de-Sirod, Syam, Rochejean et Baudin.

Le fourneau de Baudin poursuivit sa progression, sans pour autant que l'activité meunière ne cessât complètement, afin d'assurer l'approvisionnement en pain aux ouvriers de plus en plus nombreux sur le site. Le moulin s'arrêta en 1842, le débit du cours d'eau étant insuffisant pour faire fonctionner à la fois le moulin et le fourneau devenu prioritaire.

Cependant, une menace de cessation d'activité pesa sur le site de Baudin. En effet, le conseil municipal de Lons-le-Saunier prit une délibération demandant aux autorités la fermeture du fourneau<sup>[3]</sup> en 1810. Les dégagements de fumée de ce dernier occasionnaient une gêne et sa consommation excessive de bois menaçait de pénurie de bois de chauffage les habitants de la ville préfecture. Cette demande ne fut néanmoins pas suivie d'effet.

La licitation de l'usine intervint l'année suivante, en 1811. En effet, après plusieurs années de discorde entre Marie-Amable Morel et Claude Jobez, propriétaires des usines de Baudin, Syam, Bourg-de-Sirod et Rochejean, ces derniers s'étaient mis d'accord sur le partage de ces dernières. Claude Jobez prit alors la possession exclusive des forges de Syam, et des fourneaux de Rochejean et Baudin. Il confia l'administration de cette dernière à son gendre, Marie-Etienne Monnier, qui avait épousé Adélaïde Jobez en 1800, alors qu'il était avocat à Poligny. Afin d'assurer l'avenir de la société, Claude Jobez partagea ses biens de son vivant en 1825. Un tiers revint à Adélaïde tandis que les deux autres tiers revinrent

à Emmanuel, frère d'Adélaïde. Celui-ci s'associa à Marie-Etienne Monnier pour gérer les deux sites industriels de Syam et Baudin. Emmanuel ne s'intéressa pas vraiment aux affaires, préférant voyager et se cultiver. Il laissera Marie-Etienne Monnier gérer réellement les deux sites.

Le décès accidentel d'Emmanuel en 1828 précipita la succession de ces deux sites. La propriété de Syam fut acquise par les enfants d'Emmanuel, tandis que la propriété de Baudin fut attribuée à Adélaïde Jobez-Monnier. Marie-Etienne Monnier resta le tuteur des enfants Jobez. Ceci lui permit de conserver l'administration des deux sites majeurs de la métallurgie jurassienne, tout en devenant un acteur notable de la vie politique du Jura en étant élu au Conseil général du Jura et ayant même été sous-préfet de Poligny par intérim. Pendant ce temps, l'essor industriel des sites et leur aménagement se sont poursuivis. Baudin produisait alors essentiellement la fonte utile à la production des fers de fenderie des forges de Syam. De nouveaux bâtiments furent construits, notamment une sablerie, mais avant tout un nouveau haut-fourneau pour augmenter les rendements, ainsi qu'un cubilot. Les minerais provenaient alors surtout du Jura, à commencer par les mines directement exploitées par la société Monnier-Jobez, mais également des bassins miniers stéphanois ou lorrains.

Marie-Etienne Monnier souhaita remettre la gestion de l'affaire à son fils aîné, Marcel, polytechnicien. Ce dernier porta un intérêt certain pour la gestion réelle de l'usine, tout comme ses plus jeunes frères, Léon et Edmond. Il fut à l'origine de l'idée de développer un lien social entre la direction et les ouvriers. Proche de Charles Fourier, il tenta de convaincre son père de mettre en pratique ses théories économiques et sociales à l'usine de Baudin. Il acquit alors le domaine de Cîteaux (Côte d'Or) afin d'y établir un phalanstère. L'exploitation agricole de ce domaine fut l'occasion d'y appliquer les idées fouriéristes sur l'organisation communautaire du travail. C'est alors que l'on vit apparaître à Baudin, un début de travail coopératif entre les ouvriers et la construction des premiers logements ouvriers sur le site même de Baudin.

Marie-Etienne Monnier décéda le 21 mai 1849. Il avait pris soin de partager ses biens entre ses six enfants. Une première crise de la métallurgie comtoise, face à la concurrence de leur voisins bourguignon, alsacien et lorrain, poussa Adélaïde Jobez, encore propriétaire de Baudin, à vendre son bien à son fils benjamin, Edmond ; Marcel s'établit à Arbois avec son épouse et Léon, le cadet, reprit la ferme familiale et ancestrale aux Planches-en-Montagne, berceau des Monnier. Edmond Monnier prit alors la gestion de l'usine, surmontant avec difficulté la crise majeure de la métallurgie française qui vit la concurrence anglaise s'intensifier. Cette crise entraîna l'arrêt définitif du haut fourneau de l'usine en 1866. Cette fermeture permit à la fonderie de redéfinir sa production en privilégiant les produits manufacturés qui allaient faire sa renommée française et européenne ; la production de fourneaux, cuisinières et autres ustensiles ménagers accrut la popularité de l'usine. Cette dernière produisit également des objets plus inattendus qui rencontrèrent un beau succès, comme les éléments décoratifs de balcons ou jardins, les croix de calvaires ou les équipements pour les adductions d'eau qui se multipliaient dans les communes. Le cygne ou les lions agrémentant aujourd'hui les places et les fontaines lédoniennes et de nombreuses localités du Jura sont encore bien présents pour le rappeler.

Edmond Monnier, sans doute avec le souvenir des activités fouriéristes de son frère aîné, mais aussi pour légitimer son action politique de conseiller général, décida d'améliorer la vie de ses salariés. Il continua de développer le logement ouvrier ainsi que les infrastructures permettant aux ouvriers et à leur famille de pouvoir vivre avec un certain

bien-être matériel. En plus de leur offrir le logement et un jardin attenant, il leur permettait de se chauffer gratuitement. Les soins médicaux étaient également pris en charge par l'usine. Quelques religieuses étaient en permanence à l'usine pour procéder aux soins infirmiers nécessaires.

Il créa une école dirigée par des religieuses pour les enfants garçons comme filles, qu'il rendit obligatoire et gratuite bien avant la loi républicaine de 1882. Avec son fils André, qui reprendra l'usine à son compte à son décès, Edmond Monnier permit l'ouverture d'une coopérative ouvrière. Elle offrait aux habitants de Baudin la possibilité de se ravitailler à moindre frais en produits en tout genre. Une monnaie locale avait même été mise en place pour le règlement des achats. Les diverses propriétés des Monnier permettaient également aux ouvriers de se procurer facilement les denrées de première nécessité produites dans la ferme de Taravant à Champagnole ou au domaine viticole du Sorbief à Arbois. Ainsi le maître de forges entendait-il sédentariser une main d'œuvre réputée encline à s'embaucher d'une usine à l'autre et de ce fait instable autant du point de vue moral que matériel.

Enfin, sous l'influence de son épouse Bathilde de Baudicour, Edmond fit construire une chapelle de style néogothique à proximité immédiate des installations de l'usine. Son neveu, Adrien Gréa, dit Dom Gréa, trouva d'ailleurs refuge dans cette chapelle où une maîtrise vit le jour à des fins d'éducation religieuse. Son propre fils, Laurent Monnier, fut ordonné prêtre dans cette chapelle en 1871. Ce dernier devint évêque de Troyes en 1907. Dans la même lignée architecturale, Edmond Monnier fit édifier sa maison de maître, "château" dont l'architecture illustre son implication dans le monde artistique.

Les propriétaires successifs de la fonderie de Baudin établirent un magasin à Lons-le-Saunier. Ce dernier servait de lieu de démonstration pour les acheteurs, mais surtout d'entrepôt pour la marchandise avant expédition. En effet, la famille Monnier n'avait pas eu les autorisations nécessaires à la construction d'une voie de chemin de fer jusqu'à l'usine de Baudin à la fin du XIXe siècle. Or, pour la prospérité de l'entreprise l'accès à une telle infrastructure devenait indispensable à la commercialisation des fourneaux et autres produits. Les Monnier installèrent donc un entrepôt non loin de la gare de Lons-le-Saunier, pour stocker puis expédier facilement la production. Ceci demandait une logistique spécifique et une comptabilité matière précise. De fait, états et inventaires de marchandises sont les principaux types de documents conservés<sup>[4]</sup> sur l'activité de ce site annexe de Baudin.

André Monnier, fils d'Edmond, était un grand amateur de chevaux de courses dont il fit commerce. Tout comme ses oncles et son père, il eut également une activité publique comme conseiller général. Au décès de son père, il perpétua la bonne marche de l'usine. Cependant, les difficultés économiques, notamment la fluctuation permanente du marché de la métallurgie, continuèrent à fragiliser la fonderie. André peina à trouver de nouveaux débouchés et des idées pour des produits novateurs face à ses concurrents. La Première Guerre mondiale permit à l'usine de trouver un nouveau souffle. L'armée avait en effet besoin de ses services pour produire toujours plus d'obus. Mais cette "opportunité" fut de courte durée, et la mobilisation générale et la mort au front de nombreux de ses ouvriers, mirent l'usine en grande difficulté.

Au décès d'André, son fils aîné Laurent reprit l'administration de l'usine. Ce dernier avait une grande sensibilité artistique. Il eut l'idée de proposer les services de l'usine à plusieurs artistes afin de collaborer à des projets artistiques. Bibliophile averti, il s'associa notamment à l'artiste suisse François-Louis Schmied et son fils Théo. Ensemble, ils créèrent des œuvres monumentales en émail dans le style Art Déco. Ainsi, le *Chevalier normand* orna les portes de la chapelle du paquebot *le Normandie*. Il semblerait que

certaines œuvres eurent également orné le Palais des Nations de Genève ou le pavillon français du Rockefeller Center à New York. Les ambitions de Laurent pour cette nouvelle activité furent arrêtées par la Seconde Guerre mondiale. L'activité déclina alors peu à peu, jusqu'à la cessation définitive de l'usine en 1959 qui marqua la fin d'une épopée industrielle ancienne de près de deux siècles.

L'histoire du site de Baudin est intrinsèquement liée aux forges de Bourg-de-Sirod, Syam et au fourneau de Rochejean dont la propriété a été un temps partagée au sein de la famille Jobez-Monnier. Des documents concernant ces différents sites industriels sont donc présents dans le fonds Baudin <sup>[5]</sup>.

## **Forges de Bourg-de-Sirod**

L'existence des forges de Bourg-de-Sirod serait attestée à partir du XIV<sup>e</sup> siècle, propriété des seigneurs de Châteauvillain, dont le château est situé au-dessus de la localité <sup>[6]</sup>. Le 1er février 1724, un arrêt du Conseil d'État permit au seigneur de rétablir forges et fourneau sur le site. Le 21 septembre 1779, un bail emphytéotique <sup>[7]</sup> de 29 ans fut signé entre Charles Léopold comte de Stain de Joux de Watteville, seigneur de Châteauvillain, Sirod et Foncine, à Alexandre Jeannet, à son fils Jean-Louis ainsi qu'à l'épouse de ce dernier, Marie-Amable Morel. Cette dernière est également la sœur de Claude Joseph Morel, qui devint directeur et maître de ces mêmes forges et qui se serait associé à Claude Etienne Jobez dans un acte de société signé le 24 juillet 1785 <sup>[8]</sup>.

Après le séquestre par la Nation des dites forges au moment de la Révolution française, Claude Jobez semble être devenu propriétaire d'une grande partie de la forge, par un acte du 4 prairial An VIII, non retrouvé à ce jour. Il aurait alors laissé l'exploitation à Marie-Amable Morel et à son nouvel époux, Claude Boutaud.

Les bâtiments des forges de Bourg-de-Sirod furent touchés par un incendie le 16 fructidor An XI, et seule la maison du directeur semble avoir été conservée. Claude Jobez finit par racheter la totalité des bâtiments le 10 germinal An XII <sup>[9]</sup>. C'est sans doute après des distorsions et conflits avec Marie-Amable Morel, avec laquelle il détenaient également les forges de Baudin, que Claude Jobez laissa à celle-ci la propriété exclusive des forges de Sirod vers 1811 <sup>[10]</sup>. Claude Boutaud, son mari, dirige alors l'usine, mais des difficultés l'entraînèrent à faire appel à son petit-neveu par alliance, Jean Nicolas Lieffroy, avocat puis magistrat. Geneviève Lieffroy née Jobez, mère de ce dernier, et elle-même nièce directe et seule héritière de Marie-Amable Morel, devint propriétaire des forges dès 1838 à la mort de sa tante. Jean Nicolas Lieffroy fut propriétaire à son tour en 1851, au décès de sa mère.

La crise qui touchait alors les forges comtoises força ce dernier à vendre la société exploitante des forges de Bourg-de-Sirod à la Société des Hauts Fourneaux, fonderies et forges de Franche-Comté <sup>[11]</sup>. Son fils, Charles Aimé Lieffroy reprit le flambeau de la direction du site de Bourg, mais laissa rapidement sa place aux autres administrateurs de la société comtoise, appelée alors Société des Forges de Franche-Comté, qui fusionna elle-même après 1945 à EDF. Cette entreprise continue encore d'exploiter la chute d'eau de l'Ain pour une centrale hydroélectrique. Le site lui-même resta propriété de la famille Lieffroy, puis par alliance, aux descendants de la famille Favier.

Les documents inventoriés dans ce fonds Baudin, ont été retrouvés au fur et à mesure du tri et du classement du fonds principal de l'entreprise des fonderies de Baudin ainsi que lors du classement des archives familiales Monnier. Il s'agit surtout de correspondance entre les personnes impliquées directement dans la gestion des forges de Bourg-de-Sirod.

## **Fourneau de Rochejean (Doubs)**

Situé dans le département du Doubs, des forges existent dans le village de Rochejean au moins depuis 1649<sup>[12]</sup>. Ces mêmes forges ont été adjudgées en tant que bien national<sup>[13]</sup> le 23 mars 1792 au profit de Lombard fils aîné et frères, de Jougne, et de Vincent Minari et Cie, négociant à Pontarlier. Claude Jobez acheta par adjudication les terres et bois de l'abbaye de Sainte-Marie, notamment le domaine de Montorge<sup>[14]</sup>, autour des forges de Rochejean contre les sieurs Lombard et Minari, les privant ainsi d'une ressource en combustibles essentielle et de minerai. Il semblerait que la famille Jobez (Emmanuel et Adélaïde pour le compte de la société familiale ?) se fût porté acquéreuse des forges de Rochejean en 1809 advenues entre temps au sieur Perrad, industriel et homme politique de Morez. Une autorisation préfectorale<sup>[15]</sup> d'exploitation confirme la propriété de Claude Jobez et fils en 1812.

Les fers de laminoir et de fenderie qui sortaient alors du haut-fourneau des forges de Rochejean, tout comme ceux de Baudin, servaient de matières premières à la production des forges de Syam, également propriété des Jobez. Une partie du minerai utilisé provenait de la mine qui avait été ouverte à proximité. Rochejean et Baudin furent surtout administrés par Marie-Etienne Monnier, gendre de Claude Jobez et fin négociant et commerçant. Emmanuel Jobez préféra se consacrer à la recherche et à la modernisation technique de la production des différents sites qui composaient la société Jobez et fils.

La mort accidentelle d'Emmanuel en 1828 puis celle de Claude Jobez en 1830, virent les enfants d'Emmanuel, Alphonse, Charles et Ernestine devenir à leur tour propriétaires des forges de Rochejean. Celles-ci, victimes d'un incendie en 1843, furent définitivement éteintes en 1846 avant que Charles et Alphonse ne pussent sauver l'établissement de la crise que la métallurgie comtoise traversait alors. La production de fonte grâce au bois n'était plus rentable face à la concurrence anglaise au coke, moins chère.

## **Forges de Syam<sup>[16]</sup>**

Les forges de Syam, exploitées au XVIII<sup>e</sup> siècle par la famille Péry pour le compte des seigneurs de Châteauvillain, les Watteville, furent achetées en 1810 par Claude Jobez après que ce dernier eut prêté de l'argent à Charles Joseph Péry, alors propriétaire du site, en ayant apposé une hypothèque sur les biens de ce dernier en 1808. Claude Jobez laissa son gendre et associé, Marie-Etienne Monnier, ainsi que son fils, Emmanuel Jobez, administrer les lieux.

Sur l'initiative de Marie-Etienne Monnier, une nouvelle usine fut construite à partir de 1813<sup>[17]</sup> de l'autre côté de l'Ain. La nouvelle forge employait une quarantaine d'ouvriers et impliquait l'exploitation d'une grande partie des forêts environnantes. La matière première utilisée par cette forge était directement produite par les fonderies de Baudin et Rochejean. Dès lors, Claude Jobez entreprit à Syam la construction d'une grande maison de maître, dite "le Château", édifiée par l'architecte Denis-Philibert Lapret. Les forges de Syam semblent ensuite avoir été totalement administrées et modifiées par Marie-Etienne Monnier, en qui Claude Jobez avait une totale confiance quant au bon fonctionnement de l'usine.

Emmanuel Jobez semblait davantage passionné par la politique et la littérature que par la gestion de l'usine. Cependant, associé aux affaires par son père, il décida de la création d'une villa du style des édifices de Palladio dès 1825 sur le site de Syam, à quelques mètres de celle que son père fit bâtir quelques années auparavant. Il s'inspirait directement des

voyages qu'il avait eu l'occasion d'effectuer en Italie. C'est l'architecte bisontin Champonnois qui fut choisi pour la réalisation de ce projet. Emmanuel décéda en 1828 sans avoir eu le temps de découvrir et vivre dans cette villa au style singulier pour la Franche-Comté.

Peu de temps avant la mort accidentelle d'Emmanuel, Claude Jobez avait donné toute la propriété de Syam à son fils. Cette dernière revint donc ensuite aux enfants d'Emmanuel, Alphonse, Charles-Auguste et Ernestine. Leur oncle, Etienne Monnier, tuteur des enfants, poursuivit le travail accompli aux forges de Syam, sous le contrôle aiguisé d'Eugénie, épouse d'Emmanuel, afin d'assurer la prospérité de la famille et du nom de Jobez.

Au grand dam d'Adélaïde Monnier-Jobez, leur tante et épouse d'Etienne, Charles-Auguste s'intéressa davantage à une carrière militaire et s'installa avec son épouse aux Essarts, autre propriété familiale des Jobez. Alphonse, comme son père, préféra les voyages et la politique à la gestion des forges. Il ne reprendra cette activité à son compte qu'à partir de 1848 au décès de son oncle, laissant ainsi se poursuivre l'aventure industrielle commencée sur ce site et qui se poursuivit pendant de nombreuses décennies ; ces forges n'ont cessé toute activité qu'en 2010.

#### Notes

[1] Voir Arch. dép. Jura, Q45 : vente de biens d'émigrés, bordereaux d'indemnité.

[2] Voir Arch. dép. Jura, Q61 ; vente de biens d'émigrés, bordereaux d'indemnité.

[3] Voir Arch. dép. Jura, 110 J 2.

[4] Les documents de l'entrepôt de Lons-le-Saunier sont classés en fonds annexe à la fin de cet inventaire.

[5] Ces documents se trouvent en fonds annexes, à la fin de cet inventaire et sont présentés ici comme autant de sous-fonds.

[6] Max Roche, dans son étude sur Bourg-de-Sirod (Arch. dép. Jura, 2J899), avance une existence dès le XIV<sup>e</sup> siècle tandis qu'en 1557, un acte évoquerait explicitement les forges. Nous n'avons pas retrouvé les actes mentionnés.

[7] Arch. dép. Jura, 4E14/261 : bail emphytéotique signé auprès de Maître Doubey, notaire à Château-Chalon.

[8] Détail donné dans le livre d'Annie Gay, *Les Jobez, maîtres de forges jurassiens au XIXe siècle*, Saint-Gingolph, Cabédita, 2002, 191 p. (Arch. dép. Jura, Arch. dép. Jura, 8°F1028). L'acte en lui-même n'a pu, à ce jour, être retrouvé.

[9] Arch. dép. Jura, 4E7670, minute notariale de Maître Perrenet, notaire à Champagnole.

[10] Acte non retrouvé mais qui pourrait être simultané à l'achat définitif de la fonderie de Baudin par Claude Jobez. Cette usine était gérée jusqu'alors en coopération entre Etienne Monnier et la famille Morel, car les deux usines s'alimentaient mutuellement en matières premières (Arch. dép. Jura, 110 J 2).

[11] Cette société, instaurée en 1854 par les forges de Fraisans associées à plusieurs forges de la Franche-Comté, et dont le siège, de Fraisans, se déplaça à Besançon, a laissé un fonds d'archives, hélas partiellement incendié, aujourd'hui consultable aux Archives départementales du Doubs. Les cotes qui intéressent particulièrement Bourg-de-Sirod sont 61J1, 61J10 et 61J16.

[12] D'après le dossier d'étude du fourneau de Rochejean numérisé et en ligne sur la base électronique

Mérimée, <http://www.culture.gouv.fr/documentation/memoire/HTML/IVR43/IA00014211/index.htm> . L'acte cité n'est pas référencé.

[13] Arch. dép. Doubs, QBN 208.

[14] Aujourd'hui commune de Villers-sous-Chalamont.

[15] Arch. dép. Doubs, 28S6.

[16] En 1985 et 2015, fut successivement confiée aux Archives du Jura une partie importante des papiers des forges exploitées au XIXe siècle par les Jobez et Carnot (fonds 34 et 34J bis). Voir l'introduction de ce double fonds pour plus de détail sur l'historique de ces forges fermées en 2010 seulement. Ne sont évoqués ici que les faits relatant la gestion Monnier de ces forges.

[17] Voir dossier d'autorisations d'exploitation, Arch. dép. Jura, Sp 2412, et plans des bâtiments de l'usine, Arch. nat. F14/10296.